



Les nouvelles composantes de  
l'environnement matériel et humain  
de développement

Mai 1992  
*(pdf version Setpebmer 2000)*

Guy Schulders  
Maître de Conférences à l'Université de Paris 1  
Détaché en Coopération à l'Université de Bangui  
[Schulderg@wanadoo.fr](mailto:Schulderg@wanadoo.fr)

**Abstract**

In recent years, traditional estimates of development based solely on per capita GNP or per capita GDP have been supplemented by other indicators to provide a more detailed profile of development performance efforts. Drawing largely on the human development index developed by the UNDP, we examine these broader indicators and find that developing countries often achieve higher levels of human development than more traditional measures would suggest. What remains to be determined is how traditional measures around which market resources often flow can incorporate these broader indicators in ways that can improve overall economic efficiency.

## **Les Nouvelles Composantes de l'Environnement Matériel et Humain de Développement**

Le développement des nations résulte de la judicieuse combinaison des données matérielles et des aspirations humaines. Sur le plan économique et social les responsables doivent savoir concilier la rareté des ressources avec l'abondance des besoins. Au niveau politique et culturel ils doivent maintenir l'unicité de la nation malgré la multiplicité des tendances. Les gouvernements ont, en outre, l'obligation de définir des objectifs politiques compatibles avec la promotion d'une dynamique économique prometteuse de croissance durable et humainement supportable.

La conjonction rare et peu prévisible qui s'établit entre les besoins illimités éprouvés par les individus et les disponibilités effectives permises par les potentialités en ressources et en hommes des économies conduit à un incessant compromis entre l'effort et le bien-être, entre ce que réclament les uns et ce qu'offrent les autres, entre les aspirations des citoyens et la gestion des politiciens. Dans les pays en développement, la pauvreté parfois extrême des populations fait de l'inégalité, de l'injustice, de l'inefficacité et du népotisme les principaux ferments de la subversion et génère, le plus souvent, des situations politiques explosives.

C'est la raison pour laquelle la seule mesure statistique globale et uniforme des résultats économiques ne peut suffire à déterminer le niveau de bien-être des populations, ni à comparer de manière réaliste la richesse des différentes nations. Ces dernières connaissent, en effet, des destinées historiques liées aux évolutions passées et présentes qui ont concerné les domaines politiques, économiques, sociaux, culturels et démographiques. De telles évolutions diffèrent, d'une nation à une autre, quant à leur sens, à leur rythme, à leur intensité, mais surtout quant aux périodes au cours desquelles elles se sont manifestées.

L'on comprend aisément qu'il ne sera pas réaliste de comparer, dans le temps comme dans l'espace, les mesures établies pour une nation, à un moment ou à un autre de son histoire, surtout lorsqu'elles ont trait aux domaines éminemment variables évoqués précédemment. Celles-ci devront être resituées dans un contexte élargi, beaucoup plus complexe que celui qui sert de cadre aux grandeurs considérées isolément; elles devront être confrontées aux mesures de même nature constatées dans les autres nations. La comparaison s'impose perpétuellement, pour des raisons économiques, dans la mesure où les autres pays peuvent être clients, fournisseurs ou concurrents, pour des raisons politiques, dans la mesure où les options idéologiques ont eu de manière incontestable

des implications sur les performances réalisées par les Etats, mais également pour des raisons morales qui rendent tellement différent, suivant les circonstances, le poids humain de la richesse comme de la pauvreté.

Le besoin de mesurer pour comparer conduit à la mise au point d'un ou de plusieurs indicateurs. Pour les motifs que nous venons d'évoquer, un indicateur sera donc défini comme un type de mesure concernant un aspect très particulier de la vie économique, politique ou sociale d'un Etat. En général, même si les données qu'il concerne sont tributaires d'un nombre élevé de déterminismes non pris en considération dans la seule mesure effectuée, l'indicateur ne pourra jamais être analysé indépendamment des autres.

La multitude des composantes de l'environnement socio-culturel ainsi que les diverses pondérations que l'analyste est amené à en faire selon les Etats et selon les époques, montrent combien il sera difficile de construire un indicateur de synthèse qui fournirait de manière satisfaisante une évaluation précise de la vie des hommes et des nations.

L'on ne saurait se résigner à calculer des indicateurs sans préciser au préalable les objectifs explicatifs que l'on s'assigne. La mesure du développement et de ses caractéristiques intéresse simultanément des experts de toutes les spécialités, tant la mise en oeuvre d'un processus effectif de croissance et de développement relève d'une action pluridisciplinaire concertée: l'économiste, le sociologue, le géographe, l'agronome, le démographe, etc... sont appelés à conjuguer leurs efforts et à concilier leurs expériences de terrain. L'inexistence ou l'insuffisance de la plupart des centres statistiques des pays les plus concernés par la pauvreté conduisent de nombreuses organisations internationales, officielles comme non-gouvernementales, à construire de tels indicateurs selon des méthodes souvent différentes, et parfois peu compatibles entre elles. Les comparaisons n'en sont que plus difficiles, et les ordonnances de développement qui en découlent plus suspectes.

Traditionnellement, les besoins imposés par l'analyse statistique de l'économie et du social conduisent à établir une série

- *d'indicateurs économiques* à partir des principaux agrégats nationaux officiels qui fournissent une mesure approximative et globale de la richesse d'un pays (produits intérieurs et produits nationaux, revenus globaux ou revenus par habitant, exportations et importations en volume ou en valeur, investissements et épargnes, etc...)

- *d'indicateurs démographiques et sociaux* qui permettent d'évaluer les éléments matériels et humains du niveau de vie des populations, compte tenu des équipements que l'Etat met à leur disposition (population totale, population active, taux de natalité et de fécondité, taux de mortalité globale, infantile ou juvénile, taux de croissance naturelle de la population, nombre de médecins, d'infirmiers, de lits d'hôpital pour 10.000 habitants, scolarisation, nombre moyen de calories par habitant et par jour, etc...)

- *d'indicateurs de coûts humains* liés aux charges d'un processus de développement qui semble parfois s'opérer au-dessus des limites humainement supportables par les populations (bien-être psychologique et culturel, liberté, démocratie, libre-arbitre, choix d'un mode de vie, considération de la femme). La croissance et le développement sont perpétuellement confrontés au niveau d'épanouissement humain qu'elles permettent ou au contraire qu'elles restreignent.

### **1- Les Indicateurs Economiques**

Ainsi que nous venons de le mentionner, les indicateurs économiques procèdent directement des relevés officiels de la comptabilité nationale qui mesurent les grandeurs les plus significatives de la richesse d'un pays et rend compte du résultat des activités de tous ses agents. Des débats anciens soulignent l'opportunité et la fiabilité du calcul de chacun des agrégats retenus, principalement lorsqu'il s'agit de les considérer comme indicateurs fondamentaux des phénomènes de développement économique des nations du Sud. La controverse principale porte, en définitive, sur la question de savoir si la mesure du niveau de vie des individus et l'appréciation de la richesse des nations peuvent résulter d'une méthodologie homogène élargie à tous les cas particuliers que constituent les nations handicapées par les insuffisances durables de leur processus de croissance.

Les mesures doivent-elles s'effectuer

- en fonction de ce qui est produit ou de ce qui est dépensé?
- en fonction de ce qui est offert ou de ce qui est demandé?
- en fonction des valeurs créées ou des revenus perçus (prix des marchés ou coûts des facteurs)?
- en fonction des valeurs nationales globales ou des valeurs moyennes per capita ?

- en fonction des valeurs produites -ou des revenus perçus- par les agents (nationaux ou étrangers) qui travaillent sur un même espace territorial, ou par ceux qui possèdent la même nationalité quelque soit le territoire sur lequel s'exerce leur activité (produit intérieur ou produit national)?
- en fonction des valeurs totales brutes ou des valeurs dont on a préalablement déduit les dépenses afférentes au remplacement progressif des équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'appareil de production (produit brut ou produit net)?
- en fonction des valeurs considérées à prix courant ou à prix constant (c'est-à-dire calculées à leur prix effectif au moment de la transaction ou déduction faite des effets inflationnistes dûs à la hausse des prix)?
- les comparaisons internationales s'effectuent-elles par l'intermédiaire des taux de change ou plutôt en fonction du prix des paniers de produits concernés?<sup>1</sup>

L'éventail de toutes ces possibilités est largement utilisé par les économistes compte tenu de la multiplicité des objectifs qu'ils assignent à leurs études. La mesure du niveau de vie des populations s'appuie généralement sur des indicateurs moyens per capita calculés annuellement et évalués, de préférence, au coût des facteurs, dans la mesure où ils relatent plus fidèlement les revenus perçus (salaires, profits, rentes foncières) que les considérations en simples termes de prix des marchés. Ces derniers, qui tiennent compte de la fiscalité payée par les agents, se révèlent, par contre, plus appropriés lorsqu'il s'agit de mesurer, de comparer et de classer la richesse des nations. Les comparaisons

---

1. Les grands équilibres macroéconomiques en économie ouverte s'expriment en fonction des principaux agrégats de la comptabilité nationale: Les débats évoqués reviennent, entre autres, à privilégier l'optique C+I ou l'optique C+S, l'optique Y+M ou l'optique C+I+G+X (C = consommation privée, G = consommation publique, I = investissements totaux, Y = PNB ou PIB, M= importations, X = exportations).

Ces différents points sont abordés et expliqués dans de nombreux manuels de base d'économie générale et de comptabilité nationale. Dans le cas plus spécifique des économies en développement qui nous préoccupe ici, l'on citera, pour ce qui concerne l'approche théorique, la présentation détaillée de Patrick GUILLAUMONT, "Economie du Développement", Tome 1, Presses Universitaires de France, Collection Thémis, Paris 1985, p.94 et suiv.

Pour ce qui concerne les données récentes qui peuvent servir de base comparative entre les différentes nations du Sud, nous nous référerons au "Rapport sur le Développement dans le Monde 1990" édité par la Banque Mondiale. Pour les économies africaines, une publication récente de ce même organisme "L'Afrique Subsaharienne: de la Crise à une Croissance Durable, Etude Prospective à Long Terme" fournira les données chiffrées les plus homogènes concernant ce continent.

intertemporelles des performances économiques d'un même pays considéré isolément, pourront s'effectuer indépendamment des problèmes relevant des évolutions non proportionnelles des taux de change, ou des variations différentielles de prix d'une nation à une autre. Les exigences concernant la qualité des produits, leur adaptation aux goûts évolutifs ou aux souhaits versatiles des consommateurs, ou imposées par les normes de sécurité, par la modernisation des techniques de fabrication, par l'évolution de la mode, par les effets d'imitation, etc... rendent, en outre, difficilement comparables les productions globales des différentes nations, tant la structure des offres (Production domestique + importations) que des demandes (consommation privée, dépenses publiques, investissements, exportations) sera différente d'un lieu à un autre, ou modifiée d'une époque à une autre.

Quel sens aurait la comparaison du produit intérieur brut de la Chine en 1977 (totalement fermée et repliée sur elle-même, à peine sortie de la Révolution Culturelle, à écrasante dominante rurale, ne possédant pas d'appareil industriel moderne) et en 1990 (époque où elle est ouverte aux capitaux et aux influences techniques provenant de l'étranger, certains secteurs étant partiellement très modernisés, les prix étant en partie libérés, et les revenus per capita multipliés par 10)? Quel sens aurait un même comparaison qui porterait, malgré un produit intérieur brut de valeur sensiblement égale en 1990, sur l'Argentine et la Pologne (85 milliards de dollars), la Yougoslavie et le Nigéria (44 mds \$), Madagascar et la Papouasie (2,8 mds \$)?

Les Etats évoluent; la configuration de leurs économies également. Les changements affectant, dans leur proportion, les dépenses du secteur privé et celles du secteur public, tout comme l'importance relative de la production du secteur officiel et du secteur informel, témoigneront d'une option prise par les Etats, soit en faveur de la concurrence et de la productivité de ses facteurs soit, au contraire, dans le sens de l'équipement national sous couvert de la solidarité entre les individus. L'effort mis sur les investissements privés plutôt que sur les grands travaux de l'Etat procédera également de cette même évolution, tant souhaitée par les institutions de Washington, d'un désengagement du public au profit du privé.

En définitive, l'option choisie par un économiste lors de l'élaboration d'un type particulier d'indicateur peut conduire

- à des analyses *statiques*, lorsqu'il s'agit d'étudier un aspect particulier ou sectoriel d'une économie donnée à un moment précis du temps: l'on

effectue, en quelque sorte, une photographie de l'ensemble économique et social observé, puis on analyse les détails du "cliché";

- à des réflexions en termes de *statique comparative*, lorsqu'il convient de comparer les données statiques observées à différentes époques de l'évolution économique d'une nation ou d'un groupe de pays étudiés: dans ce cas, on compare plusieurs "clichés" successifs, tout en faisant l'inventaire des modifications qui se sont opérées d'une période à une autre. De telles démarches sont intéressantes par les renseignements qu'elles fournissent, mais elles demeurent, en fait, peu opérationnelles;

- à des études *dynamiques*, lorsque le temps sera pris en considération comme variable explicative, à part entière, du phénomène évolutif dont témoignent les données recueillies: il importe alors d'expliquer en quoi le passage d'une époque à une autre a induit, pour tout le montant calculé, les modifications ainsi diagnostiquées. L'approche dynamique devra conserver son contenu explicatif de manière réaliste, afin de pouvoir être étendue, par extension, aux époques futures. Ce type d'approche est beaucoup plus pertinent que le précédent, et de nature à permettre l'élaboration de divers scénarios de développement;

- à des travaux de *cinématique* portant davantage sur la forme des évolutions remarquées, abstraction faite des véritables raisons politiques, économiques, sociales, endogènes, ou extérieures qui les génèrent.

Les mêmes indicateurs peuvent servir à corroborer des analyses purement économiques, purement sociales, globalement socio-économiques, ou à déterminer la véritable dimension humaine de la croissance et du développement. Dans ce cas, la recherche des coûts humains et des avantages que retirent effectivement les populations des évolutions observées -que les indicateurs choisis ambitionnent de mesurer- s'impose absolument.

#### **a) les indicateurs économiques globaux et relatifs.**

Ces indicateurs concernent les données globales ou sectorielles caractéristiques de l'appareil socio-économique d'un pays ou d'une région (PIB, PNB, Dette, Importations, Exportations...). Ils peuvent aussi être présentés sous forme de moyenne qui relativise les masses globales (Revenu annuel par habitant) ou se présenter sous forme de pourcentages divers (taux d'exportation, d'importation, de commerce extérieur, d'endettement par

rapport au produit national, du service de la dette par rapport à la valeur des exportations, etc)<sup>2</sup>.

*Le Produit National (ou Intérieur) Brut:* PNB et PIB sont très utilisés car ils permettent de porter un jugement rapide sur la situation économique et sociale approximative dans laquelle se trouve un pays: dire que le Zaïre produit 6 milliards de dollars de PNB en 1990, soit deux fois moins que le Cameroun pour une population trois fois plus nombreuse est un élément important de jugement concernant l'efficacité et les activités économiques de chacun de ces deux pays. De la même manière, il est préoccupant d'apprendre que le plus fort PNB des pays d'Afrique Subsaharienne classe l'Egypte à la 48ème place mondiale, ou que la Côte d'Ivoire, "pays-phare" du continent africain se situe au 71ème rang.

*Le Revenu par habitant:* Il ne serait pas significatif de regrouper, sur un même tableau, les données similaires de l'ensemble des pays européens, asiatiques ou latino-américains, qui correspondent à des situations éminemment divergentes, et victimes de l'aggravation du fossé Sud-Sud<sup>3</sup>.

Le partage des richesses d'un pays entre les individus qui composent sa population fournit un élément essentiel de calcul de leur niveau de vie. Le revenu par habitant correspond à la moyenne per capita de la rémunération des facteurs qui ont généré la production. Il est généralement assimilé au PNB/h. L'indicateur utilisé établit le rapport entre le PNB et la population ( $R/h = PNB/POP$ ). L'importance stratégique et opérationnelle d'un tel indicateur vient de ce qu'il est indéniablement relié à l'ensemble des caractéristiques économiques et sociales des Etats.

A cet égard, la notion de revenu moyen par habitant ne revêt un sens véritable, que si une grande partie de la population se trouve concernée par des revenus proches du niveau moyen ainsi indiqué. Par contre, lorsqu'une très grande majorité de la population se situe très loin en-deçà du revenu moyen calculé, cela signifie, par voie de conséquence, qu'une très faible partie de privilégiés se situe encore plus loin au-dessus

---

2. Nous noterons respectivement:  $(X/Y)$ ,  $(M/Y)$ ,  $(X+M)/Y$ ,  $(X-M)/Y$ , Dette/PNB, SD/X.

3. A l'inquiétude du fossé Nord-Sud qui s'était peu à peu creusé, depuis 1960, entre les nations industrialisées et les pays en voie de développement, se substitue désormais une autre préoccupation: celle d'un écart croissant qui s'affirme entre les nations du Sud et les nations du Nord: Sud asiatique, Sud latino-américain, Sud africain.

de ce même niveau moyen. Un tel indicateur d'ensemble (par exemple  $R_m = 100$ ) ne représente effectivement aucune valeur économique réelle s'il s'établit arithmétiquement par le seul fait, que pour 2 individus ayant un revenu 350 fois supérieur à ce revenu moyen ( $R_a = 35.000$ ), 1000 de ses concitoyens ne disposeront individuellement que d'un revenu extrêmement bas ( $R_b = 30$ ). Chacun sait, en l'occurrence, combien l'exemple que nous choisissons est caractéristique de bien des cas de figures dans les économies pauvres du continent africain!

Or, les heureux bénéficiaires de salaires très élevés n'utilisent ces derniers que pour une très faible part dans l'achat de biens fabriqués localement alors qu'à l'inverse, l'insuffisance du niveau de revenu de la grande majorité des masses locales fait que la totalité de leurs maigres revenus est utilisée pour l'achat des biens élémentaires à leur survie. L'on ne saurait donc arguer d'une retombée économique favorable au développement économique interne de leur pays pour se satisfaire d'une telle inégalité sociale. Aucune harmonie sociale ni aucun soutien politique réel ne peuvent véritablement résulter d'une répartition des revenus aussi inégale. Pareillement à ce qu'il se passait dans les époques lointaines, alors que les Etats n'étaient pas encore indépendants, les activités informelles qui échappent à toute véritable identification comptable, fiscale ou douanière sont seules susceptibles de constituer un circuit interne modeste, mais positivement enrichissant et motivant pour les populations. Ceci relève de l'évidence en milieu rural, où le troc et les tontines suppléent à l'insuffisance d'un système cohérent et efficace de répartition et constituent, en fin de compte, une source non comptabilisée de création et de distribution des richesses de nombreux pays. Nous savons malheureusement qu'aucun Etat ne saurait construire son avenir sur l'informel.

Sur le plan social, le choix d'époque qui s'impose aux Etats africains consiste à ne plus raisonner en termes de *revenus globaux*, mais en termes de *besoins des populations*<sup>4</sup>. En effet, nous avons précédemment montré combien la notion de revenu global échappe à toute considération économique rationnelle, dans la mesure où l'inégalité extrême qui caractérise la répartition des pouvoirs comme celle des richesses entre les individus d'un même pays ne permet aucunement la mise en oeuvre d'effets multiplicateurs ni même de pôles de croissance qui serait animé par des activités dynamisantes. Le dualisme et la non-articulation qui handicapent les pays du Sud, et

---

4. Ce thème est a été évoqué par le Secrétariat Général de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) et ressort des propositions concernant la "nouvelle stratégie" dont tente de se doter l'institution depuis les derniers mois de l'année 1990. Voir également notre "Rencontre Economique Internationale de l'Université de Bangui", Février 1990.

particulièrement de l'Afrique sub-saharienne sont non seulement économiques, mais ils sont également sociaux. Pour cette raison, l'on ne peut attendre de la part de pôles isolés de richesse ou d'enrichissement éphémère et sans lendemain des retombées positives en termes de croissance économique. Ces derniers ne profiteront que d'une manière fort limitée aux classes économiquement démunies et socialement défavorisées.

Pour ces différents motifs le choix d'époque qu'il convient d'effectuer de la manière la plus urgente, dans le domaine social que nous mentionnons ici, est celui d'une répartition plus égalitaire des revenus, seule option de nature à concilier les activités informelles des secteurs traditionnels avec les opérations des secteurs officiels plus modernes. Si ce choix tardait ou devait ne pas se faire, l'on pourrait assister à une informalisation progressive des économies africaines, signe annonciateur de leur marginalisation, voire de leur disparition à terme.

Une "Courbe de Lorenz" qui rapproche les revenus des pourcentages de la population qui les perçoivent, ainsi que le Coefficient de Gini qui mesure l'importance des observations éloignées d'une courbe idéale de répartition qui serait parfaitement égalitaire, peuvent utilement renseigner l'observateur sur le caractère opérationnel ou au contraire illusoire de l'indicateur de revenu per capita.<sup>5</sup> De la même manière, la considération de pays ayant un PIB similaire mais des populations très différentes appelle un jugement nuancé. A titre d'exemple, le tableau suivant classe les 15 pays du continent africain qui connaissent le produit national brut et le produit par habitant les plus élevés ainsi que ceux qui ont les résultats les plus faibles. Par souci de comparaison internationale, nous indiquons également le classement mondial de ces pays, dans chacune des catégories que les indicateurs, ainsi construits, permettent de mesurer et de classer. Le rang mondial que nous établissons pour situer les données de chaque pays évoqué témoigne de la relativité qui doit caractériser notre jugement, en même temps que des disparités considérables qui séparent des pays d'une même zone géographique (Cameroun et Guinée Equatoriale), comme ceux des régions différentes (Algérie et Sao Tome).

---

5. Courbe de LORENZ: Elle représente, sous forme de pourcentages cumulés comparatifs, les montants des revenus perçus par les populations. L'on représente le pourcentage cumulé des populations en abscisse et le pourcentage cumulé des revenus qu'elles perçoivent en ordonnée. Une répartition totalement égalitaire (x% de la population perçoit toujours x% du revenu national) correspondrait à la diagonale OP, P(100%,100%). Plus la courbe est "creuse", moins la répartition est égalitaire. Le Coefficient de GINI établit le rapport de la surface comprise entre la courbe et la diagonale avec la surface totale du triangle rectangle isocèle de côté 100%.

**Tableau 1**  
**PNB et PNB par Habitant des Grandes Régions Géographiques**  
**du Continent Africain**

Clt Afr	Clt Mde	PAYS	PNB 1989 mds \$	Clt Afr	Clt Mde	PAYS	PNB/h 1988 (\$)
1	29	AFR DU SUD	79,01	1	38	LIBYE	5420
2	35	ALGERIE	57,35	2	44	SEYCHELLES	3800
3	48	EGYPTE	33,79	3	52	GABON	2970
4	50	NIGERIA	30,45	4	60	ALGERIE	2360
5	56	LIBYE	23,85	5	62	AFR DU SUD	2290
6	59	MAROC	20,25	6	68	MAURICE	1800
7	65	SOUDAN	11,76	7	81	TUNISIE	1230
8	67	CAMEROUN	11,51	8	82	DJIBOUTI	1210
9	68	ANGOLA	10,96	9	88	ANGOLA	1130
10	69	TUNISIE	9,84	10	91	CAMEROUN	1010
11	71	RCI	8,93	11	92	BOSTWANA	1010
12	72	KENYA	8,58	12	96	CONGO	930
13	79	ZIMBABWE	6,11	13	100	MAROC	830
14	80	ZAIRE	5,87	14	104	SWAZILAND	810
15	82	GHANA	5,84	15	108	RCI	770
PN B	LES PLUS FAIBLES			PNB /hab	LES PLUS FAIBLES		
47	143	COMORES	250	47	163	SOMALIE	170
48	149	CAP-VERT	240	48	164	MALAWI	165
49	153	GUINEE BISSAU	190	49	165	TANZANIE	160
50	154	GAMBIE	180	50	166	TCHAD	160
51	155	GUINEE EQUAT	160	51	167	ETHIOPIE	120
52	164	SAO-TOME & P	65	52	168	MOZAMBIQUE	100
	9	AFRIQUE	385		113	AFRIQUE	621
		AFRIQUE				AFRIQUE	
	17	SUBSAHARIENNE	180		133	SUBSAHARIENNE	375
	32	-OCCIDENTALE	65		136	-OCCIDENTALE	347
	41	-CENTRALE	39		117	-CENTRALE	492
	23	-AUSTRALE	94		85	-AUSTRALE	1163
	22	-BLANCHE	111		66	-BLANCHE	1822
	39	-DU NIL	46		115	-DU NIL	602
	25	-DE L'EST	25		150	-DE L'EST	206

Les données globales peuvent faire l'objet d'un regroupement par zone et conduire à l'établissement d'indicateurs régionaux. Ces derniers permettent de souligner les aspects

favorables que pourrait présenter la mise en oeuvre des processus d'intégration. La constitution d'ensembles régionaux est très attendue dans les Pays du Sud, avec l'espoir que chaque Etat concerné profitera favorablement, pour ce qui le concerne, des économies d'échelle que pourrait permettre le processus intégrateur. L'on découvrira ainsi, que si l'Afrique était considérée comme une entité économique et politique unique, elle posséderait le 9<sup>ème</sup> PNB mondial (386 milliards de dollars), soit 2,15% du total mondial. Par contre, elle ne posséderait que le 113<sup>ème</sup> PNB par habitant. De la même manière, l'Afrique Subsaharienne représenterait, avec 180 milliards de dollars le 17<sup>ème</sup> PNB mondial, et avec 375 \$ le 133<sup>ème</sup> PNB per capita.

Les différentes régions de l'Afrique peuvent, de la même manière, faire l'objet d'un classement par zone géographique. Pareil regroupement demeure obligatoirement arbitraire, bien qu'il corresponde souvent à des tentatives déjà anciennes de rapprochement entre pays voisins (CEDEAO, UDEAC, CEEAC, UMOA, Union Est-Africaine,...). L'on y découvre, qu'entre 111 et 25 milliards de PNB par an, ces régions présentent un aspect de richesse globale cumulée qui les situe à une place moyenne vis-à-vis des autres pays du monde. A contrario, l'on remarque d'autant plus nettement les aspects inopérants et non viables des mosaïques nationales qui divisent et opposent économiquement les régions<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup>. Sources: Les classements ont été opérés à partir des statistiques publiées par la Banque Mondiale dans "Rapport sur le développement dans le monde 1990".

**Tableau 2**  
**Les Indicateurs Fondamentaux des Régions d'Afrique**

ZONE	PNB mds \$	POP mns h	R/h \$/h	PAYS DE LA ZONE
CONTINENT AFRICAÏN	38 6	650	621	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	18 0	480	375	
AFRIQUE OCCIDENTALE	65	188	347	Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Côte d'Ivoire, Sénégal, Sierra Léone, Togo.
AFRIQUE CENTRALE	39	80	492	Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, Rwanda, Sao-Tomé & Principe, Tchad, Zaïre, (Angola)
AFRIQUE AUSTRALE	94	81	1163	Afrique du Sud, Namibie, Bostwana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zimbabwe, Zambie
AFRIQUE "BLANCHE"	11 1	61	1822	Algérie, Tunisie, Maroc, Libye.
AFRIQUE DU NIL	46	76	602	Egypte et Soudan
AFRIQUE DE L'EST	25	123	206	Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Tanzanie, Djibouti.
AFRIQUE INDIENNE	5	13	351	Madagascar, Maurice, Seychelles, Comores.

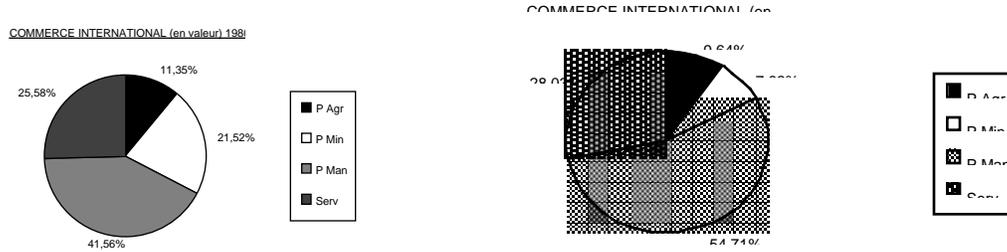
**b) Les indicateurs de morphologie économique et d'évolution.**

Les indicateurs économiques peuvent également témoigner de la *morphologie* des activités d'un pays ou d'une région. C'est le cas, par exemple, de la répartition de la dette mondiale par zone géographique ou par catégorie de dette, ainsi que de la ventilation des produits qui font l'objet du commerce international en fonction des secteurs qu'ils concernent (valeur de la production agricole, de la production manufacturière, de la production extractive et des services lors d'une année précise). Mais ces mêmes indicateurs de morphologie sont d'une utilité encore plus grande lorsqu'ils sont comparés d'une période à une autre, ou d'une nation à une autre, et quand une explication est avancée pour expliquer les distorsions observées dans le temps. Un simple regard sur les graphiques par secteurs établis à partir de ces données engage à mettre en oeuvre une politique spécifique de rectification en termes de stratégie économique ou commerciale.

Les données présentées dans le cadre des approches précédemment menées en termes de statique ou de statique comparative peuvent faire l'objet de comparaisons dans

le temps et permettre d'observer les modifications des différents appareils économiques et sociaux d'une période à une autre. Le cas que nous venons d'évoquer de la ventilation des catégories de produits sur lequel porte le commerce international en est un exemple précis. Les indicateurs ainsi obtenus sont beaucoup plus "dynamiques" que les indicateurs statiques en ce qu'ils débouchent sur de véritables politiques économiques lorsqu'ils sont correctement interprétés. Ce sont eux qui attestent le plus fidèlement de l'amélioration ou de l'aggravation des différentes positions des Etats concernés ou de la situation économique mondiale dans son ensemble.

**Figure 1**  
**Répartition Géographique du Commerce International**



Si l'indicateur s'assigne de suivre les évolutions d'une même donnée globale, l'étude de sa variation permettra directement le calcul de son taux de croissance. Ceci relevera de calculs statistiques élémentaires.<sup>7</sup> Dans le cas des indicateurs morphologiques évoqués plus haut, un outil d'analyse de type évolutif fournit alors la possibilité d'observer et d'expliquer les changements physiques ainsi que l'avance ou le recul des Etats dans le concert des nations marchandes.

**c) Indicateurs de structures et taux de croissance.**

Ce sont en fait les indicateurs concernant les taux de croissance des données significatives des économies nationales et mesurant les principaux ratios structurels qui témoignent, le plus fidèlement, de l'opportunité des stratégies économiques de développement menées par les Etats. Ce sont également ces mêmes indicateurs qui préviennent des implications des politiques de développement au niveau de la réorganisation et de la modernisation des appareils économiques nationaux

- *taux de croissance* du produit national, de la consommation privée et publique, des investissements bruts, des exportations, des importations, des termes de l'échange.

<sup>7</sup>.  $c_{90/89} = (PNB_{90} - PNB_{89}) / PNB_{89}$

ou encore

$$Y_{89} = Y_{80} (1 + c)^{10}, \text{ ou } c = (Y_t/Y_0)^{1/t} - 1$$

- *ratios* témoignant du pourcentage, par rapport au produit national brut, des investissements, des épargnes domestiques, des exportations, des importations, du commerce extérieur global, du déficit extérieur, de l'aide publique au développement, de la dette, etc...
- ratios qui, par leurs *évolutions simultanées* viennent relativiser les observations globales ou synthétiques précédentes: taux d'inflation, taux de change, taux d'intérêt, taux de chômage, variations des réserves de change, etc...

Les données présentées dans le cadre des approches précédemment menées en termes de statique ou de statique comparative peuvent faire l'objet de comparaisons dans le temps et permettre d'observer les modifications des différents appareils économiques et sociaux d'une période à une autre. Le cas que nous venons d'évoquer de la ventilation des catégories de produits sur lequel porte le commerce international en est un exemple précis. Les indicateurs ainsi obtenus sont beaucoup plus "dynamiques" que les indicateurs statiques en ce qu'ils débouchent sur de véritables politiques économiques lorsqu'ils sont correctement interprétés. Ce sont eux qui attestent le plus fidèlement de l'amélioration ou de l'aggravation des différentes positions des Etats concernés ou de la situation économique mondiale dans son ensemble.

**Tableau 3**  
**Evolution des Indicateurs Economiques Relatifs<sup>8</sup>**  
(cas des états du continent africain)

INDICATEUR	CALCUL	%
CROISSANCE DU PIB	$dY/Y$	0,5
CROISSANCE DU PNB/habitant	$d(Y/h)/Y/h$	-2,5
CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PRIVEE	$dC/C$	1,1
CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PUBLIQUE	$dG/G$	-1,2
CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT BRUT*	$dI/I$	-2,3
CROISSANCE DES EXPORTATIONS	$dX/X$	-1,1
CROISSANCE DES IMPORTATIONS	$dM/M$	-6
EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE	$d(X/M) / (X/M)$	-18
% DES INVESTISSEMENTS DANS LE PNB	$I/Y$	15
% DE L'EPARGNE DOMESTIQUE	$S/Y$	7
% DES EXPORTATIONS DANS LE PIB	$X/Y$	17
% DES IMPORTATIONS DANS LE PIB	$M/Y$	26
% DES EXPORTATIONS DE PRODUITS PRIMAIRES**	$PP/X$	85
% AIDE PUBLIQUE AU DEVt DANS LE PIB	$APD/Y$	13
% DU COMMERCE EXTERIEUR DANS LE PIB	$(X+M)/Y$	
% DU SOLDE EXTERIEUR DANS LE PIB	$(X-M)/Y$	
% DE LA DETTE DANS LE PIB	$D/Y$	100
% SERVICE DE LA DETTE SUR des EXPORTATIONS	$SD/X$	40
DETTE PUBLIQUE PAR HABITANT*** (en \$)	$APD/POP$	\$450
PRODUIT NATIONAL BRUT PAR HABITANT	$Y/PoP$	
(*) % moyen de 1980 à 1988		
(**) hors produits pétroliers		
(***) dette privée proportionnellement très faible en Afrique		

L'un des indicateurs les plus pertinents, dont le calcul (parfois difficile) et la connaissance permettront l'élaboration de nouvelles stratégies de développement est le "taux de change effectif réel" qui combine, d'une part les évolutions des taux de change des pays partenaires, concurrents, clients et fournisseurs et d'autre part les évolutions de leurs prix respectifs<sup>9</sup>.

<sup>8</sup>. Sources: World Debt Tables, 1989-90, et Revue "Alternatives Economiques", Supplément n°10.

Les taux présentés sont calculés sur la période 1980-1989 sauf pour l'Investissement Brut évalué, en moyenne annuelle, sur la période 1980-1988. Pour ce qui concerne le pourcentage de l'épargne dans le PIB, la revue citée qui sépare la Chine et l'Inde des données concernant les autres pays à faible revenu (moins de 3000 francs de PIB par tête et par an), fait apparaître un taux  $S/Y$  de 14% pour les PMA, qui peut sembler surestimé, à moins que les épargnes "informelles" ne soient prises en compte dans le mode de calcul retenu, ce qui n'a pas été précisé.

<sup>9</sup>. De tels taux peuvent être calculés par des moyennes arithmétiques, géométriques ou harmoniques.

Le pourcentage des produits primaires dans les exportations totales des pays est un indicateur de la morphologie des activités nationales dont l'évolution doit être suivie avec la plus grande attention. L'augmentation du revenu per capita ainsi que le poids de la dette par habitant sont des indicateurs liés aux niveaux de vie des populations des Etats; ce sont déjà des indicateurs sociaux.

L'ensemble des indicateurs précédents conduit les économistes à définir un "*seuil de pauvreté absolue*", c'est-à-dire un niveau de revenu au-dessous duquel les populations ne peuvent pas, dans leur ensemble accéder aux biens essentiels de la consommation et de la nutrition. La détermination du niveau exact de ce revenu est délicate, voire arbitraire. L'on peut seulement estimer que ceux-ci devraient permettre d'accéder à une vie considérée comme "décente" non seulement au regard des critères précédemment définis d'alimentation et d'éducation, mais aussi en fonction d'un certain sens moral de l'universel qui fait que l'on ne peut plus, en cette fin de siècle, admettre un certain type de pauvreté qui choque les consciences et interpelle la solidarité.

## 2. Les Indicateurs Démographiques et Sociaux

La prise en considération des caractéristiques démographiques dans les analyses économiques et sociales est indispensable pour fournir les estimations et permettre avec réalisme les comparaisons de toute situation nationale et internationale. En ce domaine, la connaissance des valeurs absolues comme des données relatives est fondamentale, mais celle de leurs évolutions demeure l'outil indispensable à la mise en oeuvre de toute politique sociale au niveau des Etats. Les indications démographiques montrent, en effet, comment devront être partagées les richesses des pays et les résultats de leurs efforts tant au niveau national que mondial.

Les populations occidentales, et principalement celles de l'Europe de l'Est connaissent des situations démographiques préoccupantes "par défaut". Celles-ci ont été ralenties par les progrès, non toujours correctement orientés, de la contraception et de la

---

$$\text{TCER} = \text{TCEN} / \text{Px Relatif} = \frac{\text{Tc (I)} \times (\% \text{ avec I}) + \text{Tc (II)} \times (\% \text{ avec II}) + \text{Tc(i)} \times (\% \text{ avec i})}{\text{Px(I)} \times (\% \text{ avec I}) + \text{Px(II)} \times (\% \text{ avec II}) / \text{NGP}}$$

TCER de 1980 à 1987

Zone Franc: Cameroun +1,3%    RCI -2,9%    Niger -4,3%    Gabon -0,3%

Hors ZF:      Ghana -26,2%    Zaire -16,2%    Nigéria -10%

politique familiale. En la matière, l'influence des comportements s'avère primordiale: les mentalités nouvelles, inquiétées par les incertitudes d'un avenir difficile à entrevoir, les efforts déployés par les mouvements féministes ainsi que les difficultés économiques et sociales concernant la recherche d'un logement comme celle d'un emploi ont le plus souvent conduit les populations occidentales à différer les naissances ou à limiter la taille des familles. Dans de très nombreux pays occidentaux, l'âge auquel les parents ont leur premier enfant est notoirement reculé. En Asie, le Japon a récemment pris conscience du problème très inquiétant de sa baisse de natalité qui procède des mêmes hésitations.

A l'inverse, les populations des pays du Sud sont moins informées des méthodes de planning familial comme de contraception; elles sont nettement moins sensibilisées aux problèmes causés par les excès démographiques, bien que davantage concernées par leurs conséquences que les nations du Nord. Par ailleurs, les comportements dans le domaine de la famille sont totalement différents entre les nations du Nord et les nations du Sud car ils sont liés à des habitudes socio-culturelles et surtout à des conceptions familiales qui ne sont pas comparables entre elles. En ville, et encore moins à la campagne, un enfant qui naît ne pose aucun problème de "garderie" dans les pays africains. Par ailleurs, les maternités ne sont que rarement liées, sur ce continent, à une situation matrimoniale rigide et définitive.

En règle générale, dans les nations du Sud, il conviendrait de maîtriser les démographies galopantes pour permettre à la croissance économique de pourvoir plus correctement aux besoins des populations nouvelles. Lorsque la démographie évolue trop rapidement, un enfant qui naît doit être considéré comme une bouche supplémentaire que l'on parviendra difficilement à nourrir; l'économie s'en trouve affaiblie. Par contre, lorsque la démographie reste statique ou en régression, un enfant qui vient au monde représente, au contraire, deux bras qui travailleront et qui enrichiront plus tard le pays. Les rapports entre la situation économique et sociale et les caractéristiques démographiques demeurent actuellement les éléments essentiels d'appréciation de toute stratégie du développement.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup>. Les rapports entre la démographie et le développement économique ont été souvent analysés depuis Thomas R. MALTHUS. En particulier, les approches en termes "d'équilibre de subsistance" (low level equilibrium trap), ou "d'effort minimum critique" déterminent les taux minimum de revenu par habitant, à partir desquels une amélioration de la situation économique et du niveau de vie sont concevables dans un pays.

De l'observation et de l'évolution de ces deux taux, l'on peut calculer un niveau "critique" de revenu par tête qui permette de mettre en oeuvre un processus de développement économique non ambigu. Le but d'une politique démographique doit

En ce domaine, la situation des pays pauvres est loin d'être homogène. Le cas du continent asiatique, et particulièrement de la Chine et de l'Inde (respectivement 1122 et 836 millions d'habitants) où, au demeurant, des politiques démographiques draconiennes ont été menées depuis une dizaine d'années, ne saurait être confondu avec celui des pays latino-américains (Brésil 150 et Mexique 90 millions d'habitants) ni avec celui des pays africains où des territoires, encore très peu mis en valeur, pourraient certainement, à terme, dans la majorité des cas, nourrir beaucoup plus d'habitants qu'ils n'en comptent actuellement. Les études des géographes conduisent à l'élaboration de cartes des terres arables qui corroborent, sur ce point, les conclusions des économistes.

Les Etats africains dont les populations sont inférieures à un million d'habitants -au moins une dizaine en 1990, dont les Seychelles, l'archipel de Sao Tome & Principe, la Guinée Equatoriale, le Cap-Vert et Djibouti qui en comptent moins de 400 mille- sont difficilement viables sur le plan administratif et politique. Ils n'ont aucun pouvoir économique ou politique au niveau international, et restent tributaires du reste du monde dans la plupart des domaines scientifiques, universitaires, techniques et commerciaux. Cela ne les empêche pas, au titre de la souveraineté nationale, de souhaiter des contributions égalitaires dans les associations auxquelles ils participent avec leurs voisins. Ainsi le désir d'égalitarisme politique conduit-il à la non solvabilité des Etats. Les arriérés de certains d'entre eux, dans le paiement de leurs cotisations communautaires égalitaires, sont très fréquents et bloquent le fonctionnement des institutions intégratrices auxquelles ils appartiennent. De telles unions politiques ou économiques "entre pots de terre et pots de fer" risquent, à terme, de générer des phénomènes de phagocytose dont seront victimes les Etats exigus et insuffisamment peuplés: l'on comparera les populations et les superficies de pays tels le Zaïre et Sao Tome au sein de la CEEAC, la Guinée Equatoriale et le Cameroun dans l'UDEAC, le Nigéria et le Cap-Vert dans la CEDEAO, etc...

---

consister à atteindre, voire à dépasser ce niveau critique, soit en réalisant les investissements suffisants, soit en réduisant, par une politique antinataliste adaptée, le taux de croissance naturel de la population. Un développement économique durable requiert, par conséquent, cet "effort minimum critique". Voir R. R. NELSON: "A Theory of Low Level Equilibrium Trap in Underdeveloped Countries", *American Economic Review*, December 1956, H. LEIBENSTEIN "A Theory of Economic Demographic Development", Princeton 1954, G. OHLIN "Régulation Démographique et Développement économique", OCDE, Paris 1967.

**Tableau 4**  
**Evolution des Populations dans les 15 Années à Venir**

	Pop en 1990 (millions d'h)	c* (pm)	var Pop en 15 ans
EUROPE**	1080	3,8	+ 6 %
ETATS UNIS	250	9	+ 14 %
ASIE	2500	15	+ 25 %
AFRIQUE	630	30	+ 55 %
EMIRATS ARABES UNIS	1,5	47	+ 99 %
(*) Taux de crois nat de la pop (prévu d'ici l'an 2000)			
(**) y compris l'URSS			

Pour la plupart des pays du Sud, les politiques menées en matière de population consistent beaucoup moins à mettre en oeuvre des efforts de limitation des effectifs en valeur absolue qu'une recherche d'adéquation entre les taux de croissance démographiques et les taux de croissance économiques. Les projections actuelles en la matière sont édifiantes: elles tendent à montrer que dans quinze ans l'Europe aura augmenté sa population de +6%, les Etats Unis de +14%, l'Asie de +25%, l'Afrique de +55%, et les Emirats Arabes Unis de 99,16%! L'Afrique aura-t-elle parallèlement augmenté de manière suffisante les ressources dont disposeront ses populations?

Les indicateurs démographiques conduisent simultanément à des considérations de quantité<sup>11</sup>, à une réflexion en termes de qualité et de niveau de la vie, ainsi qu'à des politiques de répartition des populations et d'aménagement du territoire. Nous notons:

### *2.1 Population totale d'un Etat*

En 1990, 10 pays ont une population supérieure à 100 millions d'habitants. Six sont asiatiques dont la Chine (1,2 milliard) et l'Inde (850 millions), un est européen (URSS

---

<sup>11</sup>. - taux de natalité: naissances viables en une année pour 1000 habitants  
- taux de fécondité: nombre d'enfants qu'une femme met au monde en moyenne  
- taux moyen de mortalité: décès en une année pour 1000 habitants  
- taux de mortalité infantile: décès d'enfants de moins de 1 an  
- taux de mortalité juvénile: décès d'enfants dont l'âge est compris entre 1 et 5 ans  
- taux de croissance naturelle de la population: taux de natalité - taux de mortalité + flux migratoire net.  
Ce taux est  
calculé en moyenne sur 10 ans (dans notre exemple, de 1980 à 1989).  
-espérance de vie à la naissance: nombre d'années que peut espérer vivre un nouveau-né au moment de sa  
naissance

290 mns), deux sont américains (USA 250 mns et Brésil 150 mns), un est africain (le Nigéria, environ 110 mns d'habitants). En revanche, 34 Etats comptent moins d'un million d'habitants, 26 moins de 500 mille, 8 ont une population qui n'atteint pas 100 mille habitants. Le continent africain, considéré comme un Etat unique, aurait une population d'environ 650 millions d'habitants, dont 480 pour l'Afrique Subsaharienne.

### *2.2 Taux de natalité*

46 pays de plus d'un million d'habitants ont un taux supérieur à 40 pour mille. Ce taux est supérieur à 50 pm au Malawi, au Mali, en Guinée, au Niger, au Rwanda, au Yemen, en Tanzanie, en Zambie et en Ouganda. Par contre, moins de 12 pm au Japon, en Allemagne, au Danemark, en Autriche, en Italie, en Grèce et en Hongrie.

### *2.3 Taux de fécondité*

Il est supérieur à 7 au Mali, au Malawi, au Niger, au Yemen, en Ouganda, au Bénin, au Cameroun, en Zambie et en Arabie Saoudite. Il est inférieur à 1,5 à Hong-Kong, en Allemagne, en Autriche et en Italie.

### *2.4 Taux moyen de mortalité*

21 pays (de plus de 1 million d'habitants) ont un taux de mortalité moyen supérieur à 15 pm, dont 20 pour mille ou plus en Afghanistan, en Angola, au Mali, en Sierra Léone, au Malawi, en Guinée, en Ethiopie, au Niger et en Somalie. Il est inférieur à 6 pm au Vénézuéla, en Corée du Nord, à Panama, aux Emirats Arabes Unis, en Costa Rica, au Koweït, à Singapour. Dans les pays du Nord les plus riches, les taux de mortalité peuvent paraître très élevés étant donné l'environnement médical et l'hygiène qui caractérisent ces Etats. Ceci s'explique directement par le vieillissement progressif d'une population qui ne se renouvelle pas à un rythme suffisant. Ces remarques sont évidentes dans les pays à taux de croissance naturelle négatif ou nul.

### *2.5 Taux de croissance naturelle de la population*

Il est supérieur à 30 pm dans 32 pays, dont Emirats Arabes Unis (47), Oman (43), Arabie saoudite (41), et Koweït (40). Les pays arabes concernés combinent un faible taux de mortalité à un fort taux de natalité. Inversement, 7 pays ont un taux de croissance naturelle nul ou négatif et 17 un taux inférieur à 5 pm. A l'inverse, certains "Pays Nouvellement Industrialisés", pays arabes, et pays latino-américains possèdent une population jeune liée à l'importance durable de leur taux de natalité. Ils ont, au demeurant, considérablement abaissé leurs taux de mortalité depuis une dizaine d'années.

### 2.6 Taux nets d'immigration

Ce taux reste difficile à déterminer de manière précise, dans la mesure où les immigrations clandestines sont très nombreuses, principalement entre pays africains. Dans certains pays industrialisés, par souci d'équité vis-à-vis des travailleurs émigrés qui ont longtemps oeuvré pour l'économie nationale, les immigrations clandestines ont été légalisées. Le thème de l'immigration reste très politisé dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, et donne lieu régulièrement à des poussées de nationalisme. Les indicateurs démographiques conduisent également à une réflexion en termes de qualité, de pénibilité ou de nuisance: mortalité infantile (de 0 à 1 ans), mortalité juvénile (de 1 à 5 ans), et l'espérance de vie à la naissance.

### 2.7 Taux de mortalité infantile

Il est supérieur à 100 dans 38 pays et à 150 pm au Mozambique et en Angola (173), en Afghanistan, au Mali, en Sierra Léone. Il est inférieur à 10 dans 22 pays et à 8 en Islande, au Canada, en Suisse, à Hong-Kong, aux Pays-Bas en Finlande, en Suède et au Japon.

**Table 5**  
**Les Indicateurs Démographiques du Développement**

PAYS	Espérance de vie naissance	Accroissement annuel démographique	Taux de Natalité	Taux de Mortalité	Taux de Morté < 5 ans	Pourcentage Population urbaine
MOZAMBIQUE	47	26	45	18	297	25
AFGHANISTAN	42	-3	49	23	296	19
ANGOLA	45	26	47	20	292	28
MALI	45	29	51	20	287	19
SIERRA LEONE	42	24	48	23	261	32
MALAWI	48	35	56	20	258	12
GUINEE	43	25	51	22	241	25
BURKINA FASO	48	26	47	18	232	9
ETHIOPIE	45	24	50	20	226	13
NIGER	45	33	52	20	225	19
ETATS UNIS	76	9	15	9	12	75
ALLEMAGNE	75	-0,7	11	12	10	87
FRANCE	76	4	14	10	9	74
SUISSE	77	5	12	10	9	60
HONG-KONG	77	15	12	6	8	94
PAYS-BAS	77		13	9	8	89
FINLANDE	75		12	11	7	60
SUEDE	77		13	12	7	84
JAPON	79		11	7	6	77

### *2.8 Taux de mortalité juvénile*

Il est caractéristique de voir que le premier "indicateur de base" présenté par l'UNICEF, dans ses tableaux annuels de 1991, porte sur le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5). L'organisme international établit un classement de tous les Etats du monde (170) sur la base de cet indicateur. Ses observations portent sur 129 pays de plus de 1 million d'habitants et sur 41 dont la population est inférieure à ce nombre. Les taux observés en 1989 vont de 297 décès pour 1000 enfants de moins de 5 ans au Mozambique à 6 au Japon. Les Nations Unies poursuivent l'objectif d'abaisser ce taux en-dessous de 70 pour mille, dans tous les pays du monde, d'ici l'an 2000. Le niveau de la mortalité juvénile est supérieur à 200 pour mille dans 20 pays, et à 250 pm en Guinée Bissau, au Malawi, en Sierra Léone, au Mali, en Angola, en Afghanistan et au Mozambique (297 pm); il est inférieur à 10 pm dans 8 pays du Nord, à Hong-Kong et en Australie.

### *2.9 Espérance de vie à la naissance*

23 pays ont un taux inférieur à 50 ans, et 5 pays moins de 45 ans: Guinée Bissau, Afghanistan et Sierra Léone (42), Guinée (43), Gambie (44). En revanche, 17 pays ont une espérance de vie à la naissance de plus de 75 ans (dont le Japon: 79 ans). En dehors des mesures rigoureusement quantitatives concernant les naissances, les décès et les âges, les indicateurs démographiques et sociaux peuvent faire ressortir des éléments liés au style et à la qualité de la vie des populations. Par comparaison et par classement, ces indicateurs sont des instruments privilégiés de l'analyse du développement. Il s'agit, en particulier, des observations portant sur l'habitat, la nutrition, l'hygiène, la santé, et l'éducation.

### *2.10 L'habitat*

Il convient d'évaluer le pourcentage de la population vivant dans les villes ou en zones urbaines. Une telle évaluation, reposant sur une conception à la fois sociale, culturelle et géographique de la notion de cité, s'effectue à partir de critères définis de manière spécifique et souveraine au niveau de chaque pays au moment où sont fixés les critères de leurs recensements démographiques. Le concept de population urbanisée comporte donc, obligatoirement une connotation politique qui le rend scientifiquement aléatoire.

Sur la base de telles précisions, les indicateurs construits montrent que moins de 10% de la population est urbanisée au Burkina Faso, au Rwanda, au Burundi, au Bhoutan, au Népal. Inversement, plus de 85% de la population vit dans les villes au

Vénézuéla, au Chili, au Koweït, en Belgique, en Israël, au Danemark, en Allemagne, en Grande Bretagne, et aux Pays-Bas.

### 2.11 *La nutrition*

Les indicateurs concernant la nutrition relatent des mesures concernant à la fois la quantité (apport quotidien en calories par habitant) et la qualité (apports en vitamines, en protides, iode, etc. Il faut à chaque individu un apport quotidien moyen de 2400 calories pour vivre dans des conditions physiques normales sans altérer sa santé. Les populations de 15 pays (dont 12 en Afrique) ont globalement moins de 2200 cal/j/personne; 10 ont moins de 2000. L'Ethiopie, le Mozambique, le Tchad, le Burkina-Faso et la Guinée ont un apport calorique quotidien moyen inférieur à 1800. A l'inverse, 10 pays ont plus de 3200 cal/j/h, dont 2 hors d'Europe (l'Argentine et les USA).

Par ailleurs, en dehors de la *sous-nutrition*, les phénomènes de pauvreté se manifestent surtout par la *malnutrition*, c'est-à-dire par une insuffisance en vitamines et en protéines contenues dans la nourriture des populations. Les avitaminoses durables ont des conséquences redoutables sur l'état sanitaire des populations. La carence en vitamine A est responsable, en particulier, de nombreuses cécités, d'anémies et de perturbation dans la croissance des enfants. Une carence en iode conduit à des troubles de l'évolution intellectuelle, voire à une débilité mentale profonde. L'UNICEF estime qu'environ 150 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition dans le monde<sup>12</sup>.

### 2.12 *L'hygiène*

L'un des indicateurs retenus à ce niveau peut être fourni par le pourcentage de la population d'un Etat ayant accès à l'eau potable. Sur une telle base, l'on compterait au moins 30 pays dont les trois-quart de la population totale n'avaient pas accès à l'eau potable en fin de décennie 90, et au moins 5 (le Cambodge, le Mozambique, le Mali, la Guinée, et l'Ethiopie) dans lesquels moins de 20% de la population en avaient un accès courant. Fort heureusement, de nombreux pays, sur les encouragements de la Banque Mondiale, et aidés de nombreuses ONG et organisations internationales ont engagé des politiques globales d'assainissement et de propreté de leurs villes. L'hygiène fait partie, de plus en plus couramment, des programmes scolaires de base, tant cette notion est liée

---

<sup>12</sup>. Pour les données concernant la sous-alimentation et la malnutrition, l'on comparera avec intérêt les données du "Rapport sur le Développement dans le Monde 1989" calculées en apport journalier de calories par habitant, avec celles de l'UNICEF "The State of the World's Children 1991" qui fournit une estimation en pourcentage de l'apport en calories (dont nous présumerons, pour suivre les normes de la FAO, que 100% correspondrait à un apport quotidien moyen de 2400 calories).

d'une part au savoir, et d'autre part à des habitudes et à des comportements qui s'acquièrent dès l'enfance.

### 2.13 *La santé*

De nombreux critères peuvent être retenus à ce niveau liés, en particulier au pourcentage de la population vaccinée contre tels types de maladies, au nombre d'hôpitaux et de dispensaires qui existent dans le pays, au nombre de médecins, d'infirmiers et de lits d'hôpital dont peut disposer la population (on calcule ces effectifs sur une base moyenne de 10.000 habitants), lié également au taux d'utilisation des contraceptifs, etc. En ce domaine, les chiffres obtenus corroborent les situations d'ensemble déjà rencontrées précédemment: 10 pays ont moins d'un médecin pour 20.000 habitants; l'Éthiopie compte 1 médecin pour 77.000 h et le Burkina-Faso 1 pour 57.000 h. Ces effectifs s'avèrent sur le terrain encore plus catastrophiques si l'on considère que les moyennes présentées masquent des disparités importantes entre les villes et les zones rurales. Le nombre d'infirmiers est en moyenne de 1 pour 3.130 habitants dans les pays du Sud à faible revenus, avec une déficience particulière pour le Bangladesh, le Mozambique et l'Éthiopie qui ont une population de plus de 5.000 habitants pour un infirmier.

### 2.14 *L'éducation*

Il convient, en ce domaine, de calculer une série d'indicateurs qui tiennent compte des différents taux d'alphabétisation concernant les adultes - et plus spécifiquement les femmes - qui tiennent compte également de la fréquentation des divers degrés d'enseignement par les garçons comme par les filles. Il importe en outre de déterminer le nombre d'instituteurs, de professeurs du secondaire et du supérieur, des établissements scolaires publics et privés (nombreux dans certains pays comme au Zaïre), de compter les lycées, les centres d'enseignement technique et de formation professionnelle, etc.

Au demeurant, sur un plan statistique, les indicateurs qui permettent la connaissance des taux actuels de scolarisation peuvent, tout en faisant l'objet de projections prudentes, aboutir à la connaissance des taux futurs d'alphabétisation. Les organismes internationaux, tels la Banque Mondiale ou l'UNESCO, s'emploient à perfectionner ce type de prévision indispensable à la planification et à l'extension du savoir.

Le taux d'alphabétisation des adultes correspond au pourcentage de la population, âgée de 15 ans et plus, qui sait lire et écrire. La précision d'une telle caractéristique est extrêmement discutable, dans la mesure où la façon de lire et d'écrire peut s'apprécier de manière très inégale, selon les circonstances, d'une campagne d'observation à une autre,

ou selon les individus. Par ailleurs, certaines langues et dialectes courants peuvent s'accompagner d'un mode de lecture ou d'écriture mal appréhendé par les experts qui interprètent les sondages. La pratique courante de deux langues dans de nombreux cas observés dans les pays du Sud (langue officielle nationale et dialecte régional) rend encore plus flou le concept-même d'alphabétisation des adultes. L'UNESCO calcule que le taux moyen d'alphabétisation des adultes est inférieur à 50% pour les hommes et à 20 pourcent chez les femmes dans les pays du Sud à faibles revenus. Le Bénin, la Somalie, le Tchad, le Niger, le Burkina-Faso, le Mali, la Guinée, et la Sierra Léone comptent moins de 35% d'individus alphabétisés. Dans ces trois derniers pays, l'alphabétisation des femmes reste inférieure à 10%. Dans ce domaine, une fois de plus, le souhait souvent rappelé de *l'éducation pour tous en l'an 2000* reste un objectif des Nations Unies plus proche du slogan que des réalités. Un tel voeu correspondrait à une évolution qui n'est nullement corroborée par les observations de terrain, et ne s'avère guère concevable dans les faits.

En définitive, en prenant en considération ces derniers indicateurs, l'on s'achemine progressivement vers la recherche de données représentatives d'une qualité de la vie très difficile à définir avec objectivité et avec précision. Même si on aurait un tel indice idéal, il reste encore d'en prendre compte des coûts humains du développement.

### **3- Les Indicateurs des Coûts Humains du Développement**

Depuis quelques années les efforts des organisations internationales à vocation humanitaire ont porté sur la définition d'une dimension plus humaine des orientations de la croissance et du développement dans les pays du Sud. La recherche d'une telle dimension avait pour objectif de prendre en considération les critères d'épanouissement des hommes et non plus seulement les seules caractéristiques économiques et sociales jusqu'alors recensées. Au-delà de leurs mesures techniques et statistiques portant sur les seules grandeurs économiques et sociales les experts ont donc tenté d'adjoindre des approches en termes de bien-être psychologique et culturel, de liberté, de démocratie, de droits de l'Homme, de libre-arbitre, de choix individuels d'un mode de vie, de considération de la femme, de protection de l'enfant, etc. Ceci dépend des conditions d'un environnement humain, lui-même étroitement lié aux rythmes et aux séquences de la croissance, du développement et du progrès: grands problèmes de société du Nord comme du Sud (drogue, insécurité, criminalité, pratiques coutumières et religieuses sclérosantes, etc.

Tout processus de croissance soutenue et de développement implique un minimum de coûts humains qu'il est complexe d'évaluer, et encore plus difficile de comparer d'une nation à une autre. Ces coûts humains de la croissance sont liés aux charges économiques et sociales de sa mise en oeuvre, mais également à la pénibilité morale d'un processus de développement qui semble parfois s'opérer au-delà des limites humainement supportables par les populations. Les coûts humains, sociaux comme moraux sont, en ce qui les concerne, différemment perçus selon les religions, les peuples et les ethnies, mais aussi selon les époques.

Leur évaluation demeure toute relative, dans la mesure où l'existence de conditions meilleures dans d'autres pays, tout comme l'inégalité dans la pauvreté au sein d'une même nation, peuvent rendre la pénibilité inhérente aux coûts du développement plus difficile à supporter. En ce domaine, les experts sont amenés, non sans un certain esprit critique, à analyser, entre autre chose, l'affectation que font les Etats de leurs ressources, à comparer le nombre de soldats au nombre d'enseignants, et à méditer sur des dimensions sociales qui ont été indiscutablement sous-estimées lors de la préparation des premiers Programmes d'Ajustement Structurel<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup>. Voir l'article de Peter GALL, "Le développement humain", dans la Revue du PNUD *Développement Mondial*, Juin 1990.

**Tableau 6**  
**Profil des Indicateurs Sociaux du Développement**

Indicateur	Critère	Nombre	Pays
Natalité	> 50 pm	9	Malawi, Guinée, Niger, Rwanda, Yemen, Tanzanie, Zambie, Ouganda
	< 12 pm	6	Japon, Allemagne, Autriche, Italie, Danemark, Grèce, Hongrie
Fécondité	> 7 pm	9	Mali, Malawi, Niger, Yemen, Ouganda, Bénin, Cameroun, Zambie, Arabie Saoudite
	< 1,5 pm	4	Hong-Kong, Allemagne, Autriche, Italie
Mortalité	> 20 pm	8	Afghanistan, Angola, Mali, Sierra-Léone, Malawi, Ethiopie, Niger, Somalie
	< 6 pm	7	Vénézuéla, Corée Nd, Panama, Emirats, Costa-Rica, Koweït, Singapour
Croissance naturelle	> 30 pm	32	
	> 46 pm	4	Emirats, Oman, Arabie Saoudite, Koweït
	< 5 pm	17	
	< 0	5	
Mortalité infantile	> 100 pm	38	
	> 150	5	Mozambique, Angola, Afghanistan, Mali, Sierra-Léone
Mortalité juvénile	> 250 pm	7	Guinée-Bissau, Malawi, Sierra-Léone, Mali, Angola, Afghanistan, Mozambique
	> 200 pm	20	
	< 10 pm	10	
Espérance de vie naissance	< 45 ans	5	Guinée-Bissau, Afghanistan, Sierra-Léone, Guinée, Gambie
	< 50 ans	23	
	> 75 ans	17	
Urbanisation	< 10%	5	Burkina-Faso, Rwanda, Burundi, Bhoutan, Népal
	> 85%	8	Vénézuéla, Chili, Koweït, Belgique, Israël, Danemark, Gde Bretagne, Pays-Bas
Alimentation	< 1800 cal/j/h	4	Mozambique, Tchad, Burkina-Faso, Guinée
	< 2200 cal/j/h	15	
	< 2200 cal/j/h	10	
	> 3200 cal/j/h		
Consommation de l'énergie	< 80 kgep/h	11	Zaïre, RCA, Bénin, Afghanistan, Somalie, Guinée, Tchad, Sierra-Léone, Burkina-Faso, Mali, Niger
	> 5000 kgep/h		Suède, Canada, Norvège, USA
Eau potable	< 20 % pop totale	5	Cambodge, Mozambique, Mali, Guinée, Ethiopie
	< 25% pop totale	30	
	< 25% pop totale	25	
	> 98%		
Habitants/médecin	> 57.000 par médecin	10	Ethiopie, Burkina-faso
	> 20.000 par médecin	20	
	< 500/méd.		

Alphabétisation des adultes	< 35% pop totale	8	Bénin, Somalie, Tchad, Niger, Burkina-Faso, Mali, Guinée, Sierra-Léone
	< 98% pop totale	20	
Alphabétisation des femmes	< 10%	3	Mali, Guinée, Sierra-Léone
Revenu/habit/an	< 180 \$/h	8	Cambodge, Mozambique, Ethiopie, Tchad, Tanzanie, Somalie, Malawi, Zaïre, Bangladesh
	< 300 \$/h	25	
	> 15.000 \$/h	14	
	> 20.000 \$/h	5	
			Suisse, Luxembourg, Japon, Brunei, Israël
Indice du développement humain (PNUD)	< 0,200	7	Niger, Mali, Burkina-Faso, Sierra-Léone, Tchad, Guinée, Somalie
	> 0,950	21	Japon, Suède, Suisse, Pays-Bas, Canada, Norvège
	> 0,980	6	

Notre précédent tableau relatif aux indicateurs démographiques du développement rappelle que l'UNICEF privilégie le choix d'un indicateur particulier de progrès humain par le calcul des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) et effectue le classement de toutes les nations en fonction de sa valeur dégressive (Mozambique 297, Japon 6). L'objectif des Nations Unies étant de ramener ce taux en-deça de 70 pour 1000 dans tous les pays du monde en l'an 2000, un "taux annuel moyen de régression requis" peut alors être formulé qui indiquera à quel rythme annuel il faut transformer la situation constatée pour atteindre le taux plafond de 70 pm que l'ONU a souhaité. Lorsque les pays ont déjà atteint ce taux en 1990, l'objectif d'amélioration pour l'an 2000 consiste alors à l'abaisser "aux deux tiers du taux qu'il était en 1990".

**Table 7**  
**Indicateurs de Développement Humain<sup>14</sup>**

PAYS	Clt	IDH	R/h	dR/h (*)	morta lité juvénile par mille	Taux d'alpha - bétisation des adultes	Taux d'urban - isation	Cons. énerg. par hab. kgep	Croissanc e naturelle démograp. par mille	espéranc e de vie en âge
		<b>0&lt;i&gt;i&lt;/i&gt;&lt;1</b>	US \$	%						
JAPON	1	<b>0,996</b>	2102 0	+3,4	6	99	77	3232	6	79
SUEDE	2	<b>0,987</b>	1930 0	+1,9	7	99	84	6453	2	77
SUISSE	3	<b>0,986</b>	2750 0	+1,6	9	99	60	4105	5	77
PAYS BAS	4	<b>0,984</b>	1452 0	+1,1	8	99	89	5198	5	77
CANADA	5	<b>0,983</b>	1696 0	+2,3	9	99	77	9156	10	77
NORVEGE	5	<b>0,983</b>	1999 0	+3,8	10	98	75	8932	3	77
AUSTRALIE	7	<b>0,978</b>	1234 0	+1,7	9	92	85	4821	14	76
FRANCE	8	<b>0,974</b>	1609 0	+1,2	9	98	74	3789	4	76
DANEMARK	9	<b>0,971</b>	1845 0	+2,3	10	96	87	3887	0	76
ROYAUME UNI	10	<b>0,970</b>	1281 0	+2,8	10	98	89	3805	2	76
ETATS UNIS	19	<b>0,961</b>	1984 0	+2,1	12	99	75	7265	9	76
URSS	26	<b>0,920</b>	4550	..	35	97	66	4777	8	71
CHINE	65	<b>0,716</b>	330	+9,2	43	80	32	525	13	70
GABON	84	<b>0,525</b>	2970	-3,1	167	70	45	1121	38	52
CAMEROUN	90	<b>0,474</b>	1010	+3,0	150	61	40	144	31	53
COTE D'IVOIRE	99	<b>0,393</b>	770	-3,7	139	63	40	151*	38	53
ZAIRE	11	<b>0,294</b>	180	-2,1	132	79	39	73	30	53
RCA	11 5	<b>0,258</b>	380	-0,7	219	45	46	30	27	49

14. Nous construisons ce tableau des principaux indicateurs humains du développement en rapprochant différentes sources: - l'IDH, "indice de développement humain" calculé par les Nations Unies est fourni par la revue du PNUD *Développement Mondial* de Juin 1990 p. 7 à 11. Nous avons cependant, par souci de commodité et d'homogénéité, présenté une classification décroissante des IDH nationaux. Par ailleurs, nous ne présentons ici que les 10 pays ayant l'IDH le plus élevé (du Japon 0,996 au Royaume Uni 0,970), et les 10 pays ayant l'IDH le plus bas (du Bénin 0,224 au Niger 0,116). Nous ajoutons huit pays qui nous ont paru caractéristiques (USA, URSS, Chine), ainsi que certains pays-phares du développement africain (Gabon, Cameroun, Côte d'Ivoire, Zaïre).

BENIN	12	<b>0,224</b>	390	-1,7	150	26	37	46	29	47
	1									
AFGHANISTAN	12	<b>0,212</b>	280	..	298	38	19	71	-3	42
	2									
MAURITANIE	12	<b>0,208</b>	480	-1,3	217	40	45	113	27	47
	3									
SOMALIE	12	<b>0,200</b>	170	-2,2	218	27	36	81	34	46
	4									
GUINEE	12	<b>0,162</b>	430	..	241	26	25	59	25	43
	5									
TCHAD	12	<b>0,157</b>	160	..	219	34	29	..	24	46
	6									
SIERRA LEONE	12	<b>0,150</b>	240	-2,1	261	21	32	77	24	42
	7									
BURKINA FASO	12	<b>0,150</b>	210	-1,4	232	23	9	18**	26	48
	7									
MALI	12	<b>0,143</b>	230	+0,4	287	31	19	24	29	45
	9									
NIGER	13	<b>0,116</b>	300	-4,2	225	32	19	42	33	45
	0									

(\*) croissance annuelle moyenne du PNB de 1980 à 1988, source: "Situation des Enfants dans le Monde", tab.9 p.118

(\*\*) Consommation d'énergie par habitant en kilo-équivalent-pétrole, *Marchés Tropicaux*, 11 janvier 1991 p.68.

Par une pondération fort complexe et fatalement arbitraire de ces différentes composantes, les experts des Nations Unies ont entrepris de définir un "*Indicé de Développement Humain*" (IDH) dans le but d'élaborer une méthode minutieuse d'appréciation et de comparaison des niveaux de vie et d'appréhension de la pauvreté. Différentes équipes ont réfléchi dans des optiques différentes, mais finalement convergentes, puisqu'elles ont permis de classer les multiples priorités du développement en fonction des rapports qui s'établissent entre le progrès social, le progrès économique et une conception contemporaine des valeurs humaines. Bien entendu, dans chaque cas de figure, la détermination de ces dernières procède, pour des raisons souvent expliquées, d'une certaine part d'arbitraire, même si l'on peut par défaut, évoquer une notion de plus petit commun dénominateur qui doit bien exister, ne serait-ce qu'intuitivement, en matière de développement humain.

Une corrélation peut alors être établie entre ce taux TMM5 et le taux annuel moyen de croissance du PNB par habitant. Sur la période 1980-1988, l'organisme spécialisé des Nations Unies présente ce dernier taux pour 106 pays et montre que 50 d'entre eux sont caractérisés par des évolutions du PNB/h négatives. Sur un échantillon de 28 pays qui nous ont semblé représentatifs (12 pays du Nord et 16 pays du Sud) nous avons pu établir deux classements concernant les valeurs progressives des PNB par habitant et les valeurs

dégressives des taux de mortalité juvénile. Les deux classements obtenus sont corrélés à 0,862 par le coefficient des rangs de Spearman.<sup>15</sup>

Dans leur "Rapport Mondial sur le Développement Humain" publié 1990, les experts des Nations Unies sont allés bien au-delà des seules considérations économiques et sociales retenues précédemment<sup>16</sup>. En dehors des critères de revenu per capita, le développement humain doit intégrer dans son champ d'analyse la qualité et la longévité de la vie, l'alphabétisation et l'éducation ainsi que la liberté et le respect des Droits de l'Homme. L'Indicateur de Développement Humain combinera donc, entre autres choses, le pouvoir d'achat, l'espérance de vie, l'alphabétisation et la liberté d'option de chaque population.

#### **4 - Conclusion**

Les critères retenus doivent être compatibles avec une définition moderne des valeurs humaines considérées comme universelles et qui devraient être inséparables des tentatives d'appréciation du niveau de vie des populations. Un indicateur de développement humain, ainsi compris, peut donc être considéré comme l'instrument fondamental de toutes les politiques de développement basées sur une meilleure affectation des ressources humaines et matérielles. Les évaluations obtenues par un calcul complexe de moyennes pondérées conduisent directement à un classement de tous les pays du monde. D'après les résultats des premières estimations présentées pour l'année 1990, ce classement des 170 pays existants s'échelonne du Japon (IDH de 0,996), où le développement économique et social prend le plus en considération les aspirations humaines de bien-être et de liberté, au Niger (IDH de 0,122), où l'indicateur de synthèse ainsi construit serait, selon les mêmes critères, le plus défavorable.

La démarche des Nations Unies doit être encouragée. Pourtant, malgré le mérite d'une telle recherche sur un indicateur de synthèse évaluant et classant de manière significative les dimensions humaines du développement dans chaque Etat, un certain

---

15.  $S_{bd}$  de notre matrice des coefficients de Spearman présentée plus loin, où la série B est celle du revenu per capita, et la série D celle de la mortalité juvénile. Cette dernière est présentée, pour l'année 1989, sous le sigle "TMM5" (taux de mortalité des moins de cinq ans) par l'UNICEF dans sa "Situation des Enfants dans le Monde 1991", op. cit. p. 118.

16. "Rapport Mondial sur le Développement Humain", Organisation des Nations Unies, mai 1990. Ce travail, dirigé par le Pakistanais Mahubub UL HAQ, a été mené sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le Développement.

nombre de remarques peuvent être formulées relatives au choix des données de base, ou à leur pondération. Au-delà d'une critique purement méthodologique qui concernerait, en fin de compte, les problèmes de forme, bien des observateurs demeureront sceptiques sur le caractère structurel et significatif des "notations" attribuées aux Etats.

A titre d'exemple, un pays à revenu per capita peu élevé, mais qui s'est montré très respectueux des principes démocratiques chers aux auteurs d'un tel indicateur pourra avoir un "IDH" égal à celui d'un autre pays à revenu moyen beaucoup plus élevé mais qui transgresse les libertés individuelles fondamentales. On note:

- Dans le premier cas, un très léger "dérapage" politique pourra diminuer subitement les éléments favorables de l'IDH; de même, une régression économique légère ira également dans le sens de sa réduction. A l'inverse, l'on ne voit pas, dans ce pays comment l'indicateur pourrait venir à augmenter dans le court terme.
- Dans le second cas de figure, où le revenu per capita serait élevé alors que la démocratie resterait insuffisante, tout changement de régime, un tant soit peu favorable sur le plan des Droits de l'Homme, entraînera une amélioration sensible de l'IDH. En peu de temps, un gouvernement peut changer, le revenu par tête ne le peut guère.

La fugacité des événements politiques et la versatilité des performances économiques rendent donc cet indicateur de développement humain très instable et peu opérationnel dans l'optique de la mise au point de stratégies plus efficaces de croissance et de développement. Une amélioration de la pertinence d'un tel indicateur pourrait procéder de l'adjonction d'un coefficient de perfectibilité des situations observées, bonifiant, à classement égal, ceux des pays qui pourraient rapidement et aisément améliorer leur indicateur, alors que d'autres pays, parvenant à même IDH, ne peuvent que le voir diminuer. A IDH égal, certains Etats obtiennent leur IDH-seuil "par défaut", d'autres atteignent un IDH-plafond.

### Notes

En effectuant un classement des différents pays retenus en fonction des indicateurs économiques et sociaux que nous avons retenus dans notre analyse précédente nous pouvons établir une relation logique d'ordonnement entre les différentes observations mentionnées. Opérons un premier classement des 28 pays selon le critère de l'indicateur de développement humain proposé par les Nations Unies. Puis, dans un deuxième temps, indiquons l'ordre des pays (classés selon le critère précédent) en fonction de chacun des indicateurs retenus dans le tableau ci-dessous.

**Tableau A.1**

#### Classements des Pays par Indicateurs

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
JAPON	1	2	3	1	1	1	12	9	1
SUEDE	2	6	9	2	1	1	4	3	2
SUISSE	3	1	11	3	1	3	8	7	2
PAYS BAS	4	9	13	4	1	4	5	7	2
NORVEGE	5	3	2	4	1	5	1	5	2
CANADA	5	7	6	4	7	6	2	12	2
AUSTRALIE	7	11	10	4	12	6	6	14	7
FRANCE	8	8	12	8	7	8	11	6	7
DANEMARK	9	5	7	8	11	8	9	2	7
ROYAUME UNI	10	10	5	8	7	10	10	3	7
ETATS UNIS	11	4	8	11	1	11	3	11	7
URSS	12	12	15	12	10	12	7	10	12
CHINE	13	20	1	13	13	13	14	13	13
GABON	14	13	26	14	15	14	13	27	14
CAMEROUN	15	14	4	15	17	14	16	24	14
COTE D'IVOIRE	16	15	27	16	16	16	15	27	14
ZAIRE	17	26	23	16	14	16	20	23	17
RCA	18	19	19	18	18	18	26	19	18
BENIN	19	18	22	19	25	19	24	21	19
AFGHANISTAN	20	22	16	20	20	20	21	1	20
MAURITANIE	21	16	20	21	19	21	17	19	20
SOMALIE	22	27	25	21	24	21	18	26	22
GUINEE	23	17	18	23	25	23	22	17	22
TCHAD	24	28	17	24	21	24	23	15	24
SIERRA LEONE	25	24	21	25	27	25	19	15	24
BURKINA FASO	26	25	24	26	28	26	28	18	26
MALI	27	23	14	27	23	27	27	21	27
NIGER	28	21	28	28	22	28	25	25	27

Pour l'échantillon des 28 pays étudiés, nous noterons:

- série A les valeurs correspondant à cet indicateur IDH
- série B les valeurs du PIB moyen par habitant
- série C les taux moyens de croissance annuelle du PIB per capita
- série D les taux de mortalité juvénile (TMM5 de l'UNICEF)
- série E le taux d'alphabétisation des adultes
- série F le pourcentage de la population vivant en zone urbaine
- série G la consommation annuelle moyenne d'énergie en kgep
- série H le taux annuel moyen de croissance naturelle de la population
- série I l'espérance de vie à la naissance.

Le classement, par pays et par série d'indicateurs retenus, comporte obligatoirement une part d'arbitraire, dans la mesure où certaines données sont parfois égales et conduisent donc à des classements représentés par le même nombre lorsque les critères varient dans des marges faibles (espérance de vie, taux d'alphabétisation, taux de population urbaine). Certaines données sont classées par ordre décroissant (IDh, R/h, taux de croissance du R/h, etc...). D'autres, par contre, sont classées par ordre croissant (mortalité juvénile, croissance naturelle de la population). Pour ce dernier critère, un taux élevé signifiant une démographie non maîtrisée est considéré comme une caractéristique de sous-développement. Le fait que certains pays aient une croissance naturelle négative, nulle ou très faible, les classe arbitrairement, dans notre présentation, au rang le plus favorable de la série, alors que la trop faible dynamique démographique devrait être considérée non comme un avantage, mais comme un inconvénient qui sera rapidement assimilable à une pénibilité humaine de la croissance de populations qui aspiraient à leur "tranquillité" sociale.

Il demeure, qu'une certaine logique préside à l'ordonnement des ces critères. Bien entendu, les indicateurs retenus ne sont jamais totalement indépendants, et une recherche directe de coefficients de dépendance entre les différentes séries retenues aboutit avant tout à des liaisons corrélatives entre les structures de ces classements. La recherche de liaisons pertinentes de cause à effet, série par série, présente malgré tout un très grand intérêt, tant en matière sociale et humaine, les phénomènes observés et ressentis ne sont jamais totalement indépendants les uns des autres. En ce domaine, une corrélation de leur classement témoigne de manière satisfaisante de leur convergence vers la définition d'un indicateur synthétique.

**Tableau A.2**  
**Matrice des Coefficients de Spearman**

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
A	1,000								
B	0,879	1,000							
C	0,687	0,640	1,000			<b>S<sub>ij</sub> = S<sub>ji</sub></b>			
D	0,995	0,862	0,680	1,000					
E	0,916	0,845	0,635	0,906	1,000				
F	0,998	0,869	0,682	0,996	0,911	1,000			
G	0,874	0,826	0,630	0,875	0,850	0,870	1,000		
H	0,613	0,582	0,674	0,599	0,585	0,604	0,570	1,000	
I	0,983	0,889	0,673	0,986	0,933	0,981	0,889	0,594	1,000

Les coefficients des rangs de Spearman<sup>17</sup> constituent un instrument adéquat de mesure des corrélations de classements. Leur valeur corrobore les liaisons entre les divers critères retenus pour évaluer les coûts humains du développement. Le tableau matriciel qui les représente est caractérisé, bien entendu, par une symétrie des données par rapport à la diagonale ( $S_{ij} = S_{ji}$ ). Par ailleurs, le choix fait par l'UNICEF du taux de mortalité juvénile (série D) comme indicateur privilégié de progrès social semble totalement justifié, vue la corrélation de 0,995 qui concerne les deux classifications des séries A et D. La corrélation établie entre les classements des populations urbanisées et de l'IDH apparaît encore plus élevée, ce qui n'était pas attendu a priori avec une telle vraisemblance ( $S_{af} = 0,998$ ). En revanche, nous aurions pu nous attendre à une plus forte liaison entre la consommation d'énergie et l'urbanisation, ou avec la croissance naturelle de la population. Il est vrai, que pour ce dernier indicateur, les remarques précédentes concernant la situation arbitrairement classée comme avantageuse des populations en

17. Un calcul de corrélation peut être entrepris entre les classements des différents pays concernant, deux par deux, les mesures apparemment indépendantes de la croissance du revenu per capita, de la mortalité juvénile, de l'alphabétisation des adultes, de la consommation d'énergie et de l'espérance de vie à la naissance. Semblables corrélations de classement peuvent être mesurées par le coefficient de Spearman:

$$S_{xy} = 1 - \frac{6 \cdot S(x_i - y_i)^2}{n \cdot (n^2 - 1)}$$

croissance faible ou négative (Afghanistan = -3) peuvent expliquer le faible coefficient de corrélation des classements évoqués.

Une régression simple, par la méthode des moindres carrés entre l'IDH et le taux de mortalité juvénile conduit également à une forme assez symptomatique du mouvement. L'on obtient un coefficient de corrélation élevé.

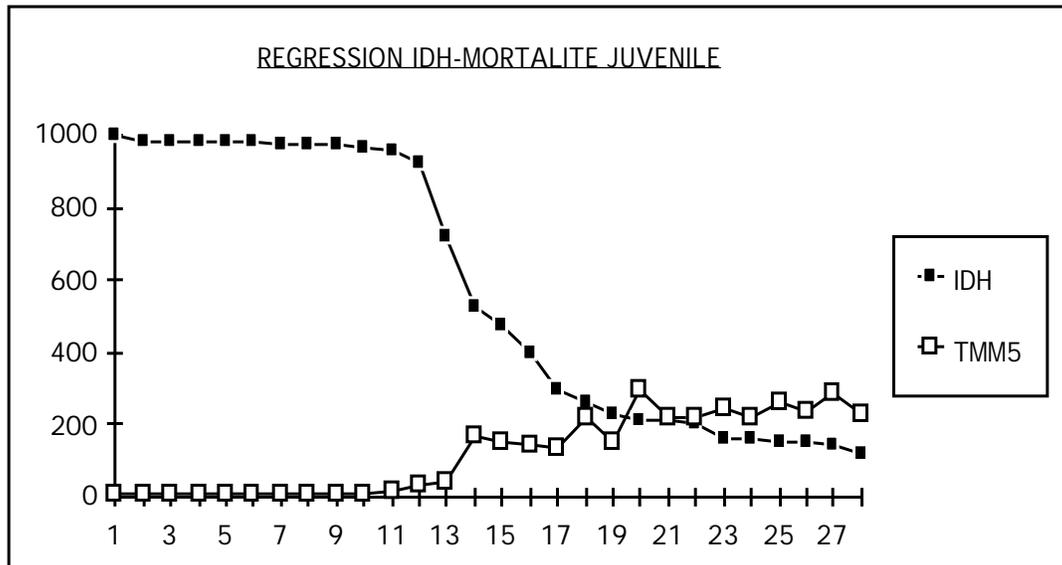
REGRESSION IDH-TMM5

$$(A.1) Y = -255 X + 266$$

$$r^2 = 0,876 \quad r = -0,936$$

$$n = 0,368 \quad n-1 = 0,375$$

Figure A.1



BIBLIOGRAPHIE

- |                     |   |
|---------------------|---|
| Annuaire Economique | "L'Etat du Monde 1991", Editions La Découverte, Paris 1991.   |
| Banque Mondiale     | "Rapport sur le Développement dans le Monde 1989", Washington 1989.   |
| Banque Mondiale     | "L'Afrique Subsaharienne, de la crise à une croissance durable; Etude prospective à long terme", Washington 1989. |
| Banque Mondiale     | <i>World Debt Tables</i> 1989-90.   |
| Diakité, Tidiane    | "L'Afrique malade d'elle-même", Editions Karthala, Paris 1986.  |
| Ferraro, V.         | "The Resource costs of Global Poverty: An Analytical Review of the Literature", PNUD, New York 1981.              |

- Gall, Peter "Le Développement Humain", *Revue du PNUD*, "Développement Mondial", Juin 1990.
- Guillaumont, Patrick "Economie du Développement", Editions des P.U.F., Collection Thémis, tome 1, Paris 1985.
- Leibenstein, Harvey "A Theory of Demographic Development", Princeton 1954.
- Nelson, R.R. "A Theory of Low Equilibrium Trap in Underdeveloped Countries", *American Economic Review*, Decembre 1956.
- Ohlin, G. "Régulation Démographique et développement Economique", OCDE, Paris 1967.
- ONU "Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, Notre Avenir à Tous", Québec, 1988.
- Revue Alternatives Economiques, Supplément n°10.
- Schuldedrs, Guy "S'Unir, Le Défi des Etats d'Afrique Centrale", Paris, Septembre 1990.
- UI Haq, Mahububl "Rapport Mondial sur le Développement Humain", Organisation des Nations Unies, Mai 1990.
- (Direction)
- UNESCO-CERES "Le Développement Durable", *Revue Internationale des Sciences Sociales* n°121, Août 1989.
- UNICEF "The State of the World's Children 1991".
- Université de Bangui Première Rencontre Economique Internationale, Février 1990.